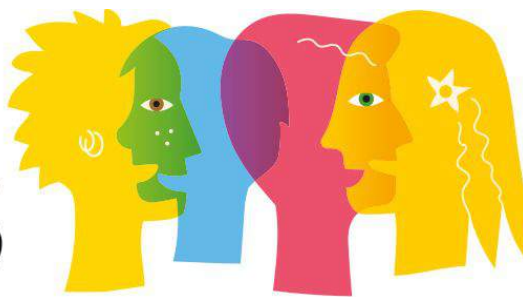
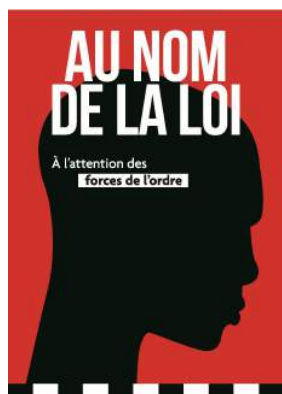


je suis tu es  
nous sommes tous  
**migrants**



## Mouvement citoyen Tous Migrants

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019 / 2020



# Sommaire

I.5 ans déjà...

II. Nos actions

II.1. Les actions de sensibilisation

II.2. Les actions de plaidoyer

II.3. Les actions juridiques

II.4. Le partenariat avec le collectif maraude et Médecins du Monde

II.5. La participation aux réseaux inter-associatifs

II.6. Le partenariat avec les élus

II.7. Les actions de communication

III. La vie de notre mouvement

IV. Conclusion

Annexes

## I. 5 ans déjà...

En guise de préambule à ce rapport d'activité, nous avons choisi de republier l'éditorial de notre lettre d'information de septembre 2020. Ce texte revient sur les 5 ans d'existence de *Tous Migrants*, mouvement citoyen né en septembre 2015 de l'indignation collective face aux drames humanitaires vécus par les exilés en Europe.

*« Aylan. Moria. Qu'avons-nous fait en cinq ans ?*

*2015, un petit garçon en exil, échoué mort sur une plage de la rive nord de la Méditerranée. 2020, le plus grand camp de migrants en Europe ravagé par les flammes, laissant 12.000 personnes vulnérables sans abri.*

*Cinq ans presque jour pour jour sont passés entre ces deux "occasions", terribles, données à nos dirigeants, et à nous, citoyens européens, de réveiller l'Europe endormie et indigne de ses principes fondateurs. De mettre partout en acte la fraternité et la solidarité, en mer, en montagne, aux frontières, dans nos territoires. Et pourtant, si l'on en juge par la situation dans le Briançonnais, la fraternité et la solidarité ne semblent jamais avoir été aussi menacées qu'à présent...*

*Dénoncer, informer, alerter, protéger. Il y a un peu plus de cinq ans, le 5 septembre 2015, se mettait en route le mouvement Tous Migrants. C'était une première manifestation place de l'Europe à Briançon, sous la bannière Pas en notre nom. Il n'y avait pas encore d'exilés dans nos montagnes (plus de 12000 depuis sont passés par nos chemins), mais des morts par centaines en Méditerranée... Que de chemin parcouru depuis 2015, des dizaines d'initiatives par an ont été menées par des centaines de bénévoles, des relais médiatiques dans le monde entier, que de rencontres riches avec les exilés, les solidaires, les journalistes, les autres associations...*

*Mais hormis quelques avancées juridiques fortes de symboles - tels la consécration du principe de fraternité par le Conseil Constitutionnel, ou la relaxe de Pierre, maraudeur solidaire -, force est de constater que la situation des droits fondamentaux des exilés n'a guère progressé. L'actualité internationale, nationale et locale nous en livre chaque jour la preuve glaçante, de Lesbos à Malte, de Calais à Gap et Briançon. Triste ironie du sort, cinq ans après la naissance de Tous Migrants, presque jour pour jour, le nouveau maire à peine élu à Briançon s'est mis en tête de faire fermer le lieu d'accueil d'urgence et d'entraver les maraudes... Quelles drôles d'idées. Comme des relents d'Histoire.*

*Comment, dès lors, ne pas se sentir des Sisyphe\*, consumés de l'intérieur par un sentiment tout à la fois d'injustice, d'impuissance, voire d'absurdité ? En se rappelant simplement qu'en cinq ans, la mobilisation citoyenne n'a pas faibli. Que grâce aux efforts de médiatisation et aux 40 000 signatures qu'a recueillies la pétition en ligne pour le maintien du Refuge Solidaire, le maire de Briançon est revenu sur sa décision de le faire évacuer fin octobre 2020, a fait remplir la cuve*

à fioul pour l'hiver et s'est engagé à renoncer à toute expulsion avant six mois, le temps de trouver une solution pérenne. Que Tous Migrants a reçu fin 2019 la mention spéciale du Prix des Droits de l'Homme. Que nous sommes nombreux à rester indignés.

Alors, tant qu'il y aura des hommes et des femmes qui passeront la frontière franco-italienne, au péril de leur vie à cause de lois illégitimes, nous poursuivrons le combat. Pour eux, pour leurs enfants... pour les nôtres. »

Marie Dorléans, cofondatrice de Tous Migrants

---

\* Dans son essai *Le Mythe de Sisyphe* (1942), Albert Camus s'interroge : **La prise de conscience de l'absurde** nécessite-t-elle le suicide ? Camus répond : «*Non, elle nécessite la révolte*».

## II. Nos actions

Les activités du mouvement citoyen *Tous Migrants* s'inscrivent toutes, d'une manière ou d'une autre, dans sa **double mission de sensibilisation et de plaidoyer** en faveur du respect des droits fondamentaux des personnes migrantes.

Certaines actions sont axées principalement sur la sensibilisation (actions en direction de la jeunesse...), d'autres sur le plaidoyer (manifestations, communiqués de presse, tribunes...), d'autres enfin contribuent à ces deux missions (recueil de témoignages, actions en justice...).

Le positionnement de notre mouvement citoyen est original à plusieurs titres. En effet, ses actions de mobilisation et de sensibilisation s'adressent en premier lieu à la population du territoire, à commencer par celle du Briançonnais, tandis que les efforts de plaidoyer dépassent la dimension géographique : elles s'adressent aux pouvoirs publics aussi bien qu'aux forces de l'ordre, aux élus de France, voire d'Europe. Par ailleurs, *Tous Migrants* ne se donne pas pour mission l'accueil direct : le mouvement s'est créé en 2015 avant l'arrivée significative de personnes migrantes dans le Briançonnais. Par ailleurs, à leur arrivée, un partage des rôles s'est effectué entre les acteurs associatifs, partage fondé sur l'expérience d'autres territoires confrontés avant nous à une problématique semblable, en particulier la vallée de la Roya.

Trois types d'actions nouvelles sont venus élargir notre champ initial d'intervention :

- Hébergement temporaire de demandeurs d'asile briançonnais non logés par un dispositif d'État depuis octobre 2017 ; cela a permis d'héberger successivement plus de 30 demandeurs d'asile qui au 21 mars 2021 seront tous autonomes pour se loger. Fin de la convention avec la ville.
- Participation, en tant qu'association, aux maraudes à la frontière franco-italienne dans le cadre d'un partenariat avec Médecins du Monde, depuis l'hiver 2018-2019.
- Engagement de *Tous Migrants* dans des actions en justice pour dénoncer les injustices devant les tribunaux et renforcer notre combat pour le respect des droits, depuis mai 2018.

## II.1 Les actions de sensibilisation

Livret « Au nom de la loi »

Flyer Tous Migrants

Demain est si loin (film de Muriel)

L'aventure (film de Marianne)

Le refuge (film d'Eloïse)

Trouver refuge (livre de Stéphanie)

Briançon, ville refuge (livre de Aude)

Bande dessinée et film « de l'autre côté » (Anne Moutte)

A noter également la contribution de notre page Facebook à la sensibilisation du public avec des posts quasi quotidiens et une audience toujours croissante (plus de 12700 abonnés).

## II.2 Les actions de plaidoyer

Les actions de plaidoyer combinent généralement plusieurs modalités d'action : communiqués et conférences de presse, manifestations publiques, pétitions, lettres ouvertes, tribunes dans un média... Elles sont réalisées aussi souvent que possible en partenariat avec d'autres associations locales et nationales. Parfois, *Tous Migrants* est l'initiateur (Grande maraude solidaire, Randos et veillées bavardes, Faites de la Fraternité ...), parfois nous agissons dans le cadre d'un mouvement plus large (États généraux des migrations, Comité de soutien des 3+4+2+... de Briançon, Coordination des actions aux frontières intérieures...).

Si plusieurs centaines d'adhérents et de sympathisants sont impliqués dans la réalisation de ces actions, une petite équipe logistique faisant appel aux personnes disponibles, anticipe leur préparation et coordonne leur déroulement.

L'année 2020 a été marquée par un déploiement d'actions retentissantes à la fois sur le terrain, à la frontière, et à l'échelle nationale grâce à une ample couverture médiatique.

## Alertes à la population

- Publication d'une tribune « [Pour que le Briançonnais reste un territoire solidaire avec les exilés](#) » dans le quotidien Libération le 21/09/2020, signée par plusieurs centaines d'organisations et de personnalités. Puis lancement d'une pétition qui a recueilli 40 000 signatures et a été largement relayée dans les médias nationaux. Face à cette mobilisation massive, le maire de Briançon et président de l'intercommunalité est revenu sur sa décision d'évacuer le refuge le 28 octobre 2020, a fait remplir la cuve à fioul pour l'hiver et a accordé une trêve de six mois le temps de trouver une solution d'accueil pérenne.
- [Tribune collective](#) « Après la crise sanitaire, le nécessaire contre-pouvoir des associations » contre les entraves aux actions des associations et collectifs publiée le 23/06/2020 dans Libération.
- Le 19/03/2020, publication d'un [plaidoyer](#) en réaction à la situation alarmante aux frontières entre la Turquie et la Grèce.
- Le 20/03/2020, autre [plaidoyer](#) demandant la mise en place de dispositifs adaptés par l'Etat et les collectivités locales pour protéger les personnes vulnérables de l'épidémie COVID-19 .

## Lettres ouvertes ...

- [...à Pierre Mumber, premier maraudeur solidaire de Briançon innocenté](#) (le 28/11/2019)
- [à la Préfète des Hautes-Alpes](#) pour lui demander de lever les entraves administratives à l'embauche de jeunes migrants présents légalement sur le territoire, alors même que des employeurs locaux cherchent à les recruter (signée par 18 organisations humanitaires, le 13/02/2020)
- [aux différentes listes candidates aux élections municipales aux côtés des associations humanitaires du Briançonnais \(03/2020\)](#)

- **...au président de la République** (à l'initiative des États Généraux des Migrations) pour demander la régularisation immédiate, pérenne et inconditionnelle de toutes les personnes sans-papiers ((le 30/04/2020) et pour dénoncer la politique migratoire (le 14/12/2020)

## Appels

- Appel au respect du droit d'alerte en matière de violences policières, soutenu par une vingtaine de personnalités et d'organisations (09/06/2020)
- Appel pour défendre le droit de manifester », lancé aux côtés d'autres organisations (10/06/2020)

## Communiqués de presse

- 20/11/2019 Mineurs à la rue
- 04/12/2019 Demande d'une commission d'enquête parlementaire pour le respect des droits des personnes exilées à nos frontières
- 10/12/2019 Mention spéciale du Prix des Droits de l'Homme à Tous Migrants et l'Anafé
- 13/01/2020 11 personnes secourues par les pompiers le 11 janvier dans la nuit et le froid à Montgenèvre
- 24/02/2020 Grande Maraude Solidaire
- 04/04/2020 Victoire devant le tribunal administratif de Marseille : l'État va devoir loger 23 jeunes migrants isolés
- 08/04/2020 Loi d'urgence sanitaire, dignité et fraternité : saisine du Conseil d'Etat
- 23/06/2020 Cet été, bivouacs et randos solidaires à la frontière
- 30/07/2020 « Darmanin s'étouffe » mais la justice fait son travail
- 20/08/2020 Une expulsion brutale et illégale
- 21/10/2020 Procès en appel de Génération Identitaire
- 12/11/2020 Confinement, restons solidaires !
- 25/11/2020 Comité de soutien aux 3+4 de Briançon pour dénoncer les violences policières aux frontières de l'Europe et le renforcement de la militarisation de nos montagnes.

- 01/12/2020 Refus d'assistance médicale et juridique aux personnes exilées enfermées à la frontière franco-italienne : le tribunal administratif de Nice sanctionne l'État.
- 14/12/2020 [Les États Généraux des Migrations interpellent Emmanuel Macron à l'occasion de la Journée internationale des Migrations, 18 décembre 2020](#)
- 16/12/2020 Refus d'assistance médicale et juridique aux personnes exilées enfermées à la frontière franco-italienne : le tribunal administratif de Marseille, à son tour, sanctionne l'État.
- 18/12/2020 [Faites de la fraternité](#)
- 20/01/2021 [Ramenés à la frontière plutôt qu'à l'hôpital](#)

### Conférences de presse

- 30/07/2020 Conférence de presse « la parole des personnes exilées et des associations de défense des droits humains commence enfin à être entendue par la justice ».
- 22/09/2020 Conférence de presse inter associative pour dénoncer la décision de fermeture du Refuge par le maire de Briançon.
- 11/12/2020 Conférence de presse à l'occasion de la venue d'une délégation de l'ANVITA (*Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants*) dans le Briançonnais pour la défense des droits aux frontières.

### Hommage à George Floyd et aux victimes des violences policières

Nous étions une centaine le 9/06/2020 devant le monument aux morts à Briançon pour rendre hommage à George Floyd, aux morts à la frontière, et dénoncer le racisme et les violences policières.





## Événements

### ■ Le 4 décembre 2019, Action aux 4 frontières



Tous Migrants s'est associé au projet porté par la CAFI dans 4 villes frontalières afin de dénoncer le non-respect des droits des exilés à la frontière et de réclamer l'ouverture d'une enquête parlementaire.

Entre 11h et midi, à Briançon, une chaîne humaine est remontée du rond-point de la Chaussée à la sous-préfecture, où s'est déroulée une prise de paroles, sous les pancartes témoignant des violences à la frontière alpine. Une belle mobilisation qui a réuni environ 400 personnes.

Enfin, le matin du 4 décembre s'est tenue à Paris une conférence de presse réunissant les président.e.s des 5 associations ainsi que des représentantes de l'Anafé et de Tous Migrants. Une dizaine de médias étaient présente, ce qui a permis le bon relais médiatique.

Action proposée par la CAFI, suivie de très près par Agnès Lerolle.

Assez peu de préparation mais beaucoup d'échanges de mail pendant plusieurs semaines avec les différentes associations, notamment pour s'accorder sur les textes de présentation, le contenu de l'évènement, le choix des banderoles...

Impression de 800 flyers + 26 panneaux témoignages.

### ■ Le 7 mars 2020, Grande Maraude Solidaire



Avec le Comité de soutien des 3+4+2+2+..., Amnesty International France, la Cimade, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières, le Secours Catholique, l'Anafé, ATD Quart Monde, le collectif des Délinquants Solidaires et les EGM.

14h : conférence publique « La grande rencontre des Européens solidaires » à l'ex-cinéma Vauban à Briançon

18h : rassemblement au pied de l'Obélisque à Montgenèvre et départ vers les locaux de la Police aux Frontières.

18h30 : prise de parole des associations devant la Police aux Frontières et lecture commune d'extraits du livret *Au Nom de la Loi*, à l'attention des forces de l'ordre.

20h30 Maraudes en groupes



2500 flyers distribuées 3 semaines en avance et 80 petites affiches + 10 grandes affiches (difficile de leur trouver une place) + impression en 4000 exemplaires du flyer « Que fait un maraudeur ? »

Organisation assez lourde plusieurs semaines en amont pour inviter les différentes associations françaises et italiennes, s'assurer de la sono (Adrien pour Acousmie), prévoir soupe, tables, réchauds, etc...



*Credit photos (deux premières) : Bernard Gaudillère*

Les points forts : prise de parole devant la PAF des différentes associations, beaucoup de monde et une forte valeur symbolique de réassurer notre présence et notre

Engagement face aux CRS, un moment de retrouvailles convivial et important. Une possibilité pour les associations nationales de se mobiliser ensemble et de faire une action concrète et visible (presse).

Les points plus difficiles : difficulté d'équilibrer la prise de parole entre tous (trop de longueur de la part de certains intervenants, beaucoup de personnes veulent prendre la parole de façon spontanée et ne peuvent pas le faire faute de temps). Difficile aussi ensuite de gérer les groupes de maraude qui connaissent plus ou moins la situation et les règles à respecter.

L'organisation de la grande maraude est très lourde et nécessite une bonne équipe qui travaille quelques semaines en amont. Des interrogations se font jour quant à la poursuite de cet événement sous sa forme actuelle. Peut-être convient-il d'imaginer un format différent pour lui donner un nouveau souffle ?

#### ■ **Tout l'été 2020, à la frontière, randos et veillées bavardes**



En fraternité avec les exilés, Tous Migrants a célébré la fraternité à la frontière franco-italienne. Avec 4 randonnées solidaires en montagne et 4 veillées bavardes sous les étoiles qui ont uni 220 participants, bénévoles, citoyens d'ici et d'ailleurs, conférenciers, artistes.

Nous avons parlé de l'exil et nous avons été présents à la frontière tout l'été. Les 4 randonnées et les 4 veillées bavardes ont été des moments très riches de rencontres et de partage. Avec cette programmation estivale inédite, nous avons voulu réaffirmer que la montagne ne doit devenir ni une zone militarisée ni un cimetière. Mais rester un havre de beauté, de sérénité et de solidarité.

## **Veillées**

Animée par des intervenants différents, chaque veillée a abordé une thématique précise et a rassemblé une vingtaine de participants.

- Vendredi 03/07 à 18h au col de l'Échelle : Grand bivouac festif.
- Veillée bavarde du 16/07, animée par Stéphanie Besson, Anne Moutte, Marianne Chaud
- Veillée bavarde du 30/07, animée par le prêtre Bertrand Gournay et Marjolaine Bert de l'association EKO, des solidaires briançonnais et des intermédiaires théâtraux d'Alice et Chapeaux Hauts.
- Veillée bavarde du 13/08, animée par Anne Moutte, Joël Pruvot et Catherine Clémenceau.
- Veillée bavarde du 27/08, animée par l'historien Philippe Hanus et une équipe de comédiens.
- Le 29/08/2020, pour clôturer l'été, une soirée solidaire s'est tenue à Névache, en partenariat avec l'association Névache Solidarité. Nous avons pu accueillir et rencontrer la caravane migrante italienne. Partie de Trieste, elle aura fait plusieurs escales avant de nous rendre visite à Briançon. La soixantaine de participants ont pu échanger sur les réalités et initiatives des différents collectifs et associations représentés.
- Lundi 31/08/2020 : déplacement d'une délégation briançonnaise en Italie en soutien aux actions Caravane Migrante et Caravana Abriendo Fronteras

## **Randonnées**

Chaque randonnée à la journée a été accompagnée par un professionnel de la montagne et un acteur de la solidarité locale, précédée d'une brève projection de courts-métrages au cinéma l'Eden, à la MJC. En moyenne, une vingtaine de personnes ont participé à chacune d'entre elles. Une participation libre nous a permis de récolter 520 € que nous avons donné au Refuge Solidaire.

Si nous ne pouvons pas vraiment mesurer notre capacité à toucher des personnes qui n'étaient pas déjà sensibles à la situation à nos frontières, nous avons ressenti que ces rencontres ont été des moments forts pour tout le monde. Elles ont permis de resserrer des liens entre les différents acteurs sur le terrain, de créer des temps de discussion longs et riches.

La difficulté de ces événements est de trouver suffisamment de personnes pour les encadrer et les animer tout au long de l'été. Les projections de courts-métrages dans le cinéma l'Eden étaient techniques et nécessitaient un long temps de préparation et de rangement. Le point le plus difficile étant l'adaptation aux conditions météo et la nécessité d'avoir un repli en cas de pluie.

## ■ Le 18 décembre 2020, « Faites de la Fraternité »



Crédit photos : Julien Benard

### **Mobilisation nationale**

A l'appel de 24 collectifs de Sans-Papiers, de la Marche des Solidarités, des États Généraux des Migrations, de la Coordination transnationale des MigrantEs et de 260 organisations locales et nationales, des manifestations ont eu lieu le vendredi 18 décembre 2020 à l'occasion de la Journée Internationale des Migrants dans plus de 50 villes en France sous le slogan commun « Liberté, Egalité, Papiers ». Soutien des grandes organisations nationales (LDH, Cimade, Médecins du Monde...).

### **Déclinaison locale avec la création d'un événement inédit « Faites de la Fraternité »**

Tous Migrants a invité à célébrer la fraternité à Briançon sous une forme inventive et festive, adaptée aux contraintes sanitaires. De 17h à 18h45, l'événement inédit « Faites de la fraternité » a vu fleurir des animations éphémères aux quatre coins de la ville, réunissant des petits groupes de 4 à 5 personnes. Avec en point d'orgue, une convergence de tous les participants à 19h sur la place de l'Europe pour des prises de parole et un flashmob.

#### Objectifs principaux de l'événement

Sensibiliser le public à la journée internationale des migrants  
Réaffirmer Briançon comme ville refuge  
Fêter la fraternité comme un acte de résistance chaleureux  
Acte 4 de la marche nationale des sans papiers

#### Objectifs secondaires

Rebaptiser symboliquement un rond-point en « rond-point de la Fraternité »  
Lettre ouverte envoyée à la presse et au Président de la République  
Distribuer des informations

### Déroulement

Manifestation inédite et festive en 16 endroits différents de la ville de Briançon avec 2 groupes itinérants (crieurs et fanfare).

Une cinquantaine de personnes mobilisée pour animer l'évènement

Rassemblement final d'environ 300 personnes

### Points négatifs

Le choix stratégique de certains lieux, des endroits étaient un peu isolés.

Pas de relais de la lettre ouverte EGM en direction de la Préfecture ni de la présidence de la République.

Une lettre aurait peut-être pu être adressée à la municipalité

#### ■ **Autres temps forts**

Briançon : Participation au festival Exils du 07/10 au 11/10/2020 : organisation de la table ronde « Témoigner de l'exil »

De Triestre à Briançon : Participation de Tous Migrants à la carovane migranti fin août ; rencontre avec les solidaires italiens, les exilés et mobilisation sur plusieurs étapes.

Marseille, Escalé, sauvetage en mer, sauvetage en montagne : Présentation du livre « Trouver refuge », en présence d'Idriss Bagué et Ousmane Sangaré et en présence de SOS méditerranée et Tous migrants, le 19 décembre ;

Chambéry et Bourg en Bresse : invitation de Stéphanie Besson pour Tous migrants (73) et Cent pour un toit (Bourg en Bresse) dans le cadre du réseau Traces pour présenter son livre, la situation dans les hautes alpes et échanges d'expériences.

## **II.3 Les actions juridiques**

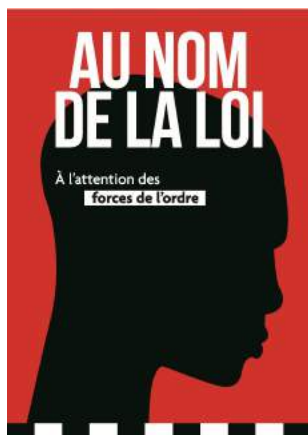
Les actions juridiques visent la défense des droits fondamentaux des personnes exilées et des solidaires. Elles concernent la défense des droits collectifs et non l'accès aux droits et l'accompagnement des personnes à titre individuel, sauf cas particulier.

Ces actions peu visibles ont pris de l'ampleur depuis la montée des violences à la frontière et la multiplication des drames. Elles s'appuient sur une petite équipe en relation avec un réseau de juristes et d'avocats qui s'étoffe au fil des actions et en lien avec les associations nationales partenaires.

Les actions en contentieux visent à mettre en évidence les atteintes aux droits, à dévoiler la responsabilité de l'État dans ces atteintes, à tenter de faire respecter les droits, et, in fine, de les renforcer ou de les améliorer.

L'année 2020 a été marquée par un nombre important d'actions en justice, comme en témoigne ce déroulé chronologique. Plusieurs dossiers cruciaux sont encore en cours.

#### ■ 07/03/2020



Finalisation du [livret « Au nom de la loi »](#) à destination des forces de l'ordre pour leur rappeler la loi et les droits des exilés à la frontière, notamment le droit d'asile. Présentation officielle lors de l'événement La Grande Maraude du 7 mars 2020.

#### ■ 27/03/2020

Référé-liberté pour la mise à l'abri immédiate des 23 mineurs hébergés au Cesaï, squat de Gap, dans le cadre du contexte sanitaire. Le 03/04/2020, le tribunal administratif de Marseille enjoint au préfet des Hautes-Alpes d'assurer l'hébergement d'urgence des 23 jeunes jusqu'à ce que le juge des enfants ait statué sur leur minorité réelle.

#### ■ 01/04/2020

Référé au Conseil d'État + Question Prioritaire de Constitutionnalité : l'état d'urgence sanitaire ne prévoit pas de disposition de nature à protéger les personnes vulnérables et aggrave au contraire leur situation : atteinte à la dignité de la personne et au principe de fraternité (article 34 de la constitution).

Le 09/04/2020, le Conseil Constitutionnel estimant que l'État fait de son mieux dans le contexte sanitaire, la requête est rejetée.

Cependant, suite à une autre requête de 7 associations dont la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), le Conseil d'État constate le 29/04/2020 que rien n'a changé depuis son rejet de notre requête et ordonne au Gouvernement de rétablir l'enregistrement des demandes d'asile.

### ■ 02/07/2020

Ouverture du procès de 2 agents de la Police aux Frontières (PAF). L'un est mis en examen pour violence volontaire par une personne dépositaire de l'autorité publique sur un adolescent malien, l'autre pour usage de faux et soustraction de biens d'un dépôt public.

Lors du jugement, rendu le 30 juillet, les deux agents de la PAF sont condamnés.

L'auteur des violences est condamné à 2 ans d'emprisonnement avec sursis simple, 1000€ d'amende et interdiction d'exercer toute fonction publique pendant 5 ans. Il fait appel de la décision.

L'auteur des faux en écriture publique et de détournement de fonds écope de 18 mois d'emprisonnement avec sursis, de 1000€ d'amende et d'une interdiction d'exercer toute fonction publique pendant 5 ans. Il ne fait pas appel de la décision.

C'est la première fois que les brutalités policières à l'encontre des exilés que nous dénonçons depuis des années sont évoquées devant un tribunal. Ce verdict traduit donc une avancée importante qui est aussi le fruit d'un travail de longue haleine.

### ■ 29/09/2020

On apprend la mise en examen d'un autre policier de la PAF, poursuivi pour des blessures involontaires par conducteur de véhicule terrestre à moteur et pour violation manifestement délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité. Il s'agit d'une affaire qui remonte au 24/05/2017 et à une manifestation spontanée devant les locaux de la PAF à Montgenèvre, suite à la première garde à vue impliquant une personne bénévole du mouvement citoyen Tous Migrants. Le procès est annoncé pour 2021.

### ■ 21/10/2020

Procès en appel de Génération Identitaire. Poursuivis pour avoir « exercé une activité dans des conditions créant la confusion avec une fonction publique », les trois membres de Génération Identitaire sont relaxés le 16/12/2020 par la cour d'appel de Grenoble. Tous Migrants s'était porté partie civile pour dénoncer un procès mascarade qui laissait de côté les motifs d'incitation à la haine, de violence raciale et de mise en danger de la vie d'autrui.

### ■ 19/11/2020

Garde à vue de deux maraudeurs accusés d'aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière, interpellés lors d'une maraude organisée par Médecins Du Monde et Tous Migrants alors qu'ils portaient assistance à une famille composée de deux enfants mineurs, d'une femme enceinte d'environ huit mois et de son mari. Préparation du procès qui était prévu le 04/12/2020 mais qui est finalement reporté au 22/04/2021.



### ■ 21/11/2020

Référé pour demander l'accès de l'Anafé et de Médecins du Monde aux locaux attenants à ceux de la Police aux Frontières à Montgenèvre où sont détenues les personnes exilées lorsqu'elles sont interpellées, avant leur renvoi en Italie. Le 10/12/2020, le tribunal administratif de Marseille sanctionne le refus opposé aux associations de porter une assistance médicale et juridique aux personnes exilées enfermées illégalement dans ces locaux et demande à la préfecture des Hautes-Alpes de procéder à la révision de sa décision de refus d'accès.

### ■ 24/11/2020

Saisine du Défenseur des Droits suite à la violence policière qui s'est déchaînée sur des personnes exilées sans défense le 23/11/2020 à Paris, place de la République. Requête envoyée le 24/11/2020 à 12h30. A 16h, le Défenseur des Droits informe qu'il se saisit des conditions d'évacuation des exilés.

### ■ Action en responsabilité de l'État

Poursuite de la préparation de l'action en responsabilité de l'État face au non-respect des droits fondamentaux des personnes exilées à la frontière : ce travail complexe est toujours en cours et mobilise plusieurs associations nationales à nos côtés. Il s'apparente du point de vue juridique à « l'affaire du siècle » où l'action porte sur la responsabilité de l'État face au dérèglement climatique et qui vient de remporter une première victoire historique.

### ■ Obligation de quitter le territoire français (OQTF)

09/10/2020 : suite à la rafle de 20 personnes à la gare de Briançon, recours en annulation de 9 OQTF, sans succès.

21/11/2020 : recours en annulation d'une OQTF, rejeté.

10/12/2020 : recours en annulation de 3 OQTF, rejeté.

### ■ Observation des pratiques policières à la frontière avec la Coordination d'actions inter-acteurs aux frontières intérieures (CAFI) les 19, 20 et 21/06/2020 et les 15 et 16/10/2020

### ■ Accompagnement d'une délégation d'élus et parlementaires de l'ANVITA à la frontière franco-italienne

Les 11 et 12/12/2020, visite de la PAF et participation à une maraude. 15 personnes sont évacuées par les pompiers. Constat par les parlementaires du déni du droit à demander l'asile.

Dénonciation auprès des médias et sur les réseaux sociaux. Cette action, s'est répétée les 29 et 30 janvier 2021 et va être reconduite tout au long de l'hiver. Elle vise la mobilisation la plus large des parlementaires européens et français.

### ■ Défense des maraudeurs

Les poursuites en direction des bénévoles et les diverses formes de d'intimidation et de répression policières et judiciaires depuis mai 2017 ont conduit également l'équipe juridique à outiller les bénévoles sur ce registre. Les actions visent ici à mutualiser et à capitaliser ce qui peut l'être auprès des associations qui ont plus d'expérience que la nôtre. Elles contribuent ainsi à renforcer nos capacités d'agir en tant qu'acteurs sur un territoire d'hospitalité. Elles se déclinent dans des champs complémentaires : l'information, la formation, la réalisation de fiches pratiques, l'organisation de rencontres entre bénévoles pour échanger sur nos pratiques, la mise en relation avec des ressources et des personnes extérieures compétentes : associations spécialisées, avocats...

Ces fiches pratiques sont accessibles et téléchargeables sur notre site Internet [tousmigrants.org](http://tousmigrants.org).

Depuis le 16 novembre 2020, et le nouveau renforcement des effectifs des forces de l'ordre à la frontière, les maraudeurs solidaires ont subi :

- 2 gardes à vue avec convocation au tribunal
- 16 auditions libres
- Une cinquantaine d'amendes depuis le 6 janvier, pour des motifs fallacieux (non-respect du couvre-feu, attestations non conformes, non port du masque en pleine montagne...)

### ■ Recueil de témoignages auprès des personnes exilées

L'équipe juridique poursuit son travail de collecte de témoignages auprès des personnes exilées pour documenter les atteintes aux droits à la frontière franco-italienne, mais aussi aux frontières de l'Europe et dans les pays des Balkans. Ce travail devrait prendre plus d'ampleur en lien avec le renfort de stagiaires et un partenariat avec des équipes de chercheurs et des associations des pays concernés.

## II.4 Le partenariat avec le collectif maraude et Médecins du Monde

Dès l'hiver 2016-2017, les maraudes se sont imposées pour tenter d'éviter des drames et de préserver des vies, tout comme s'imposait mise à l'abri et hospitalité de ces mêmes personnes une fois parvenues dans la vallée.

La plupart des adhérents de notre association se sont impliqués dans ces actions à un degré ou à un autre selon leurs possibilités, ne serait-ce que par leur soutien moral. Notre association a encouragé ces engagements.

La militarisation de la frontière et la répression judiciaire à partir de mai 2017, puis leur nette aggravation un an plus tard après les provocations des « identitaires », ont encore accentué le rôle de soutien de notre association et celui d'autres associations partenaires, jusqu'au niveau le plus large.

Cette aggravation de la pression policière et de la répression a entraîné celle des dangers subis par les personnes exilées. Elle a entraîné l'augmentation des atteintes à la santé et des accidents graves, avec ce terrible bilan de 5 personnes mortes, au moins une personne disparue, trois personnes handicapées à vie, vingt-trois personnes victimes de fractures, une personne sur dix victime de gelures en période hivernale ...

La réalisation du dépliant « Dans nos montagnes le jour - la nuit » et l'organisation de la Grande maraude solidaire du 15 mars 2019 puis du 7 mars 2020 ont concrétisé cette forte implication de notre association pour encourager la participation et la le soutien le plus large de la population. L'objectif est de réduire au maximum les risques provoqués par la politique de renvoi systématique des personnes exilées par les forces de l'ordre et par les pratiques de chasses à l'homme qu'elle entraîne.

Dès l'hiver 2018-2019, un partenariat a vu le jour avec Médecins du Monde (MDM) via la création de l'Unité Mobile de Mise à l'Abri (UMMA). Les maraudes s'organisent sous la forme d'un binôme composé d'un médecin membre de MDM et d'un maraudeur membre de *Tous Migrants* conduisant le véhicule.



Crédit photo : Julien Benard

## **Maraudes 2019-2020**

Durant l'hiver 2019-2020, les maraudes ont eu lieu quasiment tous les soirs, y compris pendant le 1<sup>er</sup> confinement. Elles se sont poursuivies au cours de l'été 2020 à raison de deux fois par semaine, du fait de la présence de plus en plus fréquentes de personnes particulièrement vulnérables : femmes enceintes, jeunes enfants, personnes âgées, blessées ou handicapées. A partir de septembre 2020, les maraudes ont repris presque quotidiennement. Dès l'amorce du 2<sup>ème</sup> confinement, des maraudes de jour ont complété celles de nuits.

## **Maraudeurs et local maraudes**

L'équipe de maraudeurs s'est nettement étoffée. Mais depuis le 30/12/2020, nous ne disposons plus du local maraudes qui servait à la fois de lieu de stockage du matériel de secours en montagne et de salle de réunion, briefing et débriefing avant et après les maraudes. En effet, la nouvelle municipalité n'a pas reconduit la convention qui permettait à *Tous Migrants* d'occuper ce lieu. Nous sommes toujours à la recherche d'un local, même si une solution provisoire a été trouvée pour les trois premières semaines de janvier.

## **Bilan chiffré**

Environ 58 interventions de l'UMMA ont été réalisées entre début septembre 2020 et mi-janvier 2021 au cours desquelles **192** personnes ont été secourues dont :

- au moins une douzaine de familles
- plus d'une cinquantaine d'enfants, parmi lesquels 10 nourrissons (dont un de 12 jours et un autre de 20 jours !) et de nombreux enfants en bas âge ;
- 4 mineurs non accompagnés secourus
- dont 4 référencement aux urgences.

A titre de comparaison, de novembre 2019 à février 2020, ont été comptabilisées 54 UMMA et **77** personnes secourues. Ces chiffres n'incluent pas bien évidemment les maraudes que mène Tous Migrants sans l'aide de Médecins du Monde.

A noter : depuis le 16/11/2020, on observe un doublement des effectifs des forces de l'ordre à la frontière. Beaucoup de personnes, dont de nombreuses familles avec femmes enceintes et enfants en bas âge, sont refoulées. La pression s'accroît sur les solidaires. Depuis cette date, 2 gardes à vue avec convocation au tribunal et 14 auditions libres ont eu lieu. L'année 2021 débute avec une pression accrue des forces de l'ordre, entraînant notamment une trentaine d'amendes pour non-respect du couvre-feu.

## II.5 La participation aux réseaux inter-associatifs

Les associations, les collectifs et les bénévoles du Briançonnais font la connaissance de nombreux autres associations, collectifs et bénévoles qui viennent apporter leur aide ou nous invitent à échanger avec eux. De même, des élus locaux se fédèrent, par exemple au sein de l'Association des Villes et Territoires accueillants (ANVITA). Nous savons que nous devons agir ensemble pour changer les politiques migratoires.

Voici les principaux réseaux avec lesquels nous agissons :

Projet territorial d'hospitalité du Briançonnais. Ce réseau local ouvert vise à associer tous les acteurs de l'hospitalité du Briançonnais sur la base d'un diagnostic et d'un projet territorial partagés. Ce projet s'appuie sur la dynamique nouvelle créée par l'arrivée des personnes exilées. Mais elle s'inscrit dans une trajectoire plus ancienne où les questions d'hospitalité, d'accueil et de relations avec d'autres territoires ont toujours eu une place essentielle. Des travaux préparatoires ont été faits, suivis de deux journées de travail inter associatif (28/06 et 30/08). Tous Migrants a participé à la genèse du projet et fait partie de la plateforme de coordination.

Réseau des acteurs locaux et régionaux impliqués dans l'accueil des exilés au-delà du Briançonnais. Pour faire face aux nouveaux obstacles dressés sur les parcours des exilés par les autorités, nous avons été conduits très vite à créer des liens étroits avec les associations engagées dans le sud des Hautes-Alpes ainsi qu'à l'échelle régionale.

La marche pour le droit d'asile qui s'est déroulée en juin 2017 de Briançon à Gap a représenté un moment essentiel dans la construction de ces liens qui ne cessent depuis de s'enrichir. Il est important de noter que ces liens concernent aussi bien les accueillants que les accueillis et que ces relations évoluent au fil du temps vers des formes sociales plus ordinaires et contribuent à l'enrichissement socioculturel de nos territoires.

Maison Bessoulie : Tous migrants est sollicité en conseil pour ce projet d'accueil inconditionnel et insertion d'exilés. Réunions bimensuelles depuis septembre.

Beau projet : participation de Tous Migrants dans les réflexions. Participations aux réunions de terrain et à la réunion préliminaire avec Olivier Legrain (fond RIACE) et des représentants de Bayonne, Grand Synthe, Calais et Damien Carême, Luc Marchello et Philippe Wyon à Paris (10 décembre 2019).

Refuge solidaire : mise en œuvre de la pétition et recherche de soutiens de personnalités pour la fermeture du refuge solidaire + tribune dans la presse et conférence de presse.

CAFFIM-CAFI. La Cafi regroupe 5 associations nationales (Amnesty international, La Cimade, Médecins du monde, Médecins sans frontières et le Secours catholique - Caritas France), avec le soutien de l'Anafé. Elles se sont engagées à soutenir les acteurs locaux aux frontières françaises, à la suite notamment du SOS que nous leur avons adressé dès l'été 2017.

De nombreuses actions réalisées par *Tous Migrants* ont bénéficié du soutien de ces associations. Selon leur objet, elles ont également bénéficié du soutien d'autres associations nationales comme le GISTI, Emmaüs, la Ligue des Droits de l'Homme. Dans ce cadre, plusieurs actions d'observation ont été menées à la frontière avec l'appui de l'Anafé : les 19, 20 et 21/06/2020 et les 15 et 16/10/2020.

États généraux des migrations. *Tous Migrants* a participé au lancement du processus des États généraux à l'automne 2017. Notre association participe depuis aux rencontres et aux travaux réalisés (publication d'un double cahier des faits inacceptables et des alternatives), ainsi qu'aux actions de plaidoyer (interpellations des élus, campagne de presse...). Ce réseau regroupe un millier d'associations et de collectifs d'aide aux personnes exilées dans toute la France. Il permet d'inscrire notre action dans une démarche commune à l'échelle nationale et européenne, là où se déterminent les politiques que nous voulons faire changer.

Trois bénévoles représentent alternativement *Tous Migrants* aux États Généraux :

Participation : au Groupe de Facilitation (qui chapeaute les EGM) - décisions, validations, propositions, rédaction de CP...- ; relais des actions EGM à la plateforme, des CP EGM à notre fichier presse + réseau... ;

Force de propositions : 1/initiative et rédaction d'une lettre ouverte à Macron et ministre de l'intérieur le 18/12, reprise par toutes les assemblées locales, dénonçant la politique migratoire de notre pays, la non reconnaissance de l'acte 4 des sans-papiers et de la France qui accueille ; 2/élaboration d'un questionnaire pour cibler les attentes et préférences des AL pour session 2020 ; 3/ Les EGM ont relayé et soutenu la saisine du rapport spécial droits des migrants ONU et du défenseur des droits suite au démantèlement violent du camp de Paris faite par *Tous Migrants*, en écrivant à ces deux instances un courrier spécifique.

Participation à l'acte 4 à Paris comme EGM et TM (+ Marseille)

Aide à la préparation de la session des EGM 2020 : prise de notes et synthèse de deux visio-conférences.

Participation à la session nationale 2019 : expo-photos et commentées de l'action TM depuis sa création (les plus, les moins) ; participation à des conférences de presse à Paris.

Comité de soutien des 3+4+2+... Le comité regroupe une vingtaine d'organisations (associations, syndicats et partis politiques), principalement du département des Hautes-Alpes. Ce comité s'est constitué à la suite des poursuites judiciaires engagées par le procureur contre des solidaires, principalement au motif du délit d'aide à l'entrée de personnes étrangères en situation irrégulière. *Tous Migrants* participe aux réunions, à la préparation et à la réalisation des actions du comité : concert de soutien le 7/11/18, manifestation les 8/11/18 et 13/12/18 ; manifestations liées à la remise du Prix Alpes ouvertes le 23/04/19 ; Grand appel d'air le 22/06/19 ; rassemblements lors des procès des 2 et 24/10/19 devant la cour d'appel de Grenoble ; communiqués et conférences de presse à l'occasion du procès en appel contre Génération Identitaires (21/10/2020)

L.A. Coalition. Composée par une quinzaine d'associations, dont *Tous Migrants*, L.A. Coalition a comme objectif de promouvoir et de défendre les droits de la société civile ainsi que de proposer des stratégies de riposte contre les répressions politiques, financières, judiciaires et policières subies par le secteur associatif. Un observatoire des libertés associative a été mis en place. Il a publié son premier rapport le 6 octobre 2020 : <https://www.lacoalition.fr/Observatoire>

Retrouver du souffle face à la dérive autoritaire et judiciaire de l'État. Ce collectif national vise à faire se rencontrer les différentes composantes du mouvement social confrontées à la dérive autoritaire de l'État et à la répression policière et judiciaire. Il s'agit de réfléchir ensemble afin de nous soutenir mutuellement pour mieux contrer cette dérive autoritaire.

#### Partenariat avec le CCFD - Terre solidaire

En Mars 2016, le CCFD Terre solidaire local proposait d'assurer le lieu dans lequel nous organisons la première journée événement de *Tous Migrants*. Depuis, l'association relaie nos actions et ses membres sont parties prenantes de la solidarité du territoire envers les exilés.

En Juin 2018, *Tous Migrants* accueillait, dans le cadre de sa mobilisation « Protégeons les vies pas les frontières », la délégation CCFD Terre solidaire venue observer la réalité migratoire de la frontière franco-italienne pour préparer son témoignage lors du Forum Social Mondial des Migrations de Mexico.

En Novembre 2018, le CCFD Terre Solidaire invitait *Tous Migrants* au Forum Social Mondial des Migrations pour témoigner de la réalité migratoire à la frontière franco-italienne. Au retour, *Tous Migrants* a été invité à rendre compte de cette expérience lors d'une réunion du CCFD Terre solidaire local.

En Octobre 2019, Tous Migrants était invité par le CCFD Terre Solidaire pour intervenir sur les relations élus/associations dans l'accueil des exilés, en présentant la situation de Briançon, dans le cadre de l'évènement Alliance Migrations.

Passer de ce partenariat informel et ponctuel à une relation plus établie va nous permettre d'avancer ensemble vers nos objectifs respectifs et partagés ainsi que de développer des projets communs.

Au-delà, notre expérience du terrain (ville accueillante dans le cadre d'une municipalité favorable puis défavorable, observatoire de la répression policière et du non-respect des droits fondamentaux, mouvement citoyen sur un territoire frontalier...) peut être intéressante à partager et donner lieu à des échanges de pratiques avec d'autres territoires et organisations pour nous inspirer, améliorer nos actions, mutualiser aussi.

Dans la poursuite du partenariat déjà engagé, il est pour nous très important de pouvoir échanger avec des structures dans des pays de transit ou de départ pour mieux comprendre les réalités migratoires, créer du lien, faire réseau et parvenir à agir en cohérence sur les routes migratoires dans la perspective du respect de la dignité, de la fraternité et des droits fondamentaux des personnes exilées.

Nous sommes à un tournant du fonctionnement de Tous Migrants, devant la nécessité de créer un poste de chargé.e de mission – fonctionnement interne de l'association, suivi des partenariats et plaidoyer – et de louer un local (bureau, salle de réunion, stockage de matériel). Cette double nécessité s'est imposée pour stabiliser et mieux assurer notre fonctionnement face au risque d'épuisement des bénévoles. Pour franchir cette étape, nous avons besoin d'un soutien financier de nos adhérents et des associations partenaires. Notre objectif est de parvenir à moyen terme (3 à 5 ans) à autofinancer notre fonctionnement avec nos seuls adhérents. Enfin, outre le relais que représente déjà CCFD-Terres Solidaires pour nos actions de sensibilisation et de plaidoyer, nous pourrions entreprendre des actions ensemble, ainsi qu'avec d'autres partenaires.

Sur l'aspect financier, l'appui de CCFD-Terre Solidaire va représenter 5000 € en 2020, autant en 2021.



## II.6 Le partenariat avec les élus

### Elus du Briançonnais

Le partenariat avec les élus du Briançonnais, puis au-delà, s'est engagé dès l'arrivée des personnes exilées dans le cadre des CAO puis par la montagne. Ce partenariat a contribué à plusieurs engagements importants de la part des élus.

La Ville de Briançon avait mis à disposition la conciergerie du cimetière Vauban pour l'hébergement des personnes en demande d'asile ainsi qu'un local de stockage de matériel (bâtiment préfabriqué derrière le Refuge solidaire). Elle a effectué deux parrainages républicains, déclaré les 24 exilé.e.s arrivé.e.s en novembre 2015 citoyen d'honneur de la ville de Briançon et a créé l'association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA), dont l'ancien maire de Briançon, Monsieur Gérard Fromm, est membre fondateur.

La communauté de communes du Briançonnais avait quant à elle mis à disposition et attribué le bâtiment où l'association Refuges solidaires assure l'accueil d'urgence des personnes exilées. Mais les dernières élections municipales ont redéfini le paysage politique local et ébranlé le partenariat entre élus et associations solidaires. Le nouveau maire de Briançon, également nommé président de la Communauté de Communes, a pris deux décisions qui portent atteinte aux actions de sauvetage et de mise à l'abri des exilés :

- Il a choisi de ne pas renouveler la convention d'occupation du bâtiment intercommunal mis à disposition de l'association Refuges Solidaires pour accueillir les exilés de passage. Il a également mis en demeure le Refuge Solidaire de Briançon de quitter les lieux au plus tard le 30/10/2020. Une décision sur laquelle il est finalement revenu, face à la mobilisation massive, locale et nationale en soutien au Refuge Solidaire (voir II.2. Les actions de plaidoyer). Le Refuge bénéficie ainsi d'une trêve de six mois, jusqu'au printemps, pour trouver une solution de repli pérenne.
- Il n'a pas reconduit non plus la convention d'occupation du préfabriqué qui abritait le local maraudes. Ainsi, depuis le 30/12/2020, les maraudeurs ne disposent plus de ce lieu de stockage du matériel et de réunion (voir II.4)

### Elus régionaux et européens

Le 11/12/2020, une délégation nationale d'élus de l'ANVITA a passé la journée à Briançon et Montgenèvre pour constater et dénoncer l'absurdité, l'inefficacité et la violence des contrôles aux frontières qui se multiplient de jour en jour. Le député européen Damien Carême et la conseillère régionale Myriam Laïdouni-Denis, membres fondateurs de l'ANVITA, le sénateur Guillaume Gontard, Président du groupe Écologiste, Solidarité et Territoires, étaient

accompagnés de représentants d'associations investies dans la défense des droits des personnes étrangères aux frontières, Tous Migrants de Briançon, l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) et Médecins du Monde.

## II.7 Les actions de communication

La communication publique au sujet de nos activités et plus généralement de la situation dans le Briançonnais est appréciée, qu'il s'agisse de notre compte Twitter (encore balbutiant), de notre page Facebook suivie par plus de 10.000 personnes, de notre site Internet ou de la lettre d'information diffusée à plus de 5000 abonnés.

Voici le bilan des actions de communication pour l'année 2020 :

### **Rédaction de 7 lettres d'information envoyées à une liste de diffusion de 5200 abonnés**

[Lettre d'information – janvier février 2020](#)

[Lettre d'information – mars avril 2020](#)

[Lettre d'information – printemps été 2020](#)

[Lettre d'information – septembre 2020](#)

[Lettre d'information “Signez pour que le Briançonnais reste un territoire solidaire avec les exilés !” \(25/09/2020\)](#)

[Lettre d'information “Refuge solidaire, une mobilisation fructueuse” \(23/10/2020\)](#)

[Lettre d'information – novembre 2020](#)

**Alimentation du site web, du compte Twitter et de la page Facebook Tous Migrants**

**Mise en place d'un module d'adhésion/dons en ligne depuis le site de Tous Migrants**

**Co-rédaction et diffusion des communiqués de presse (voir II.2)**



**Création d'un flyer de présentation Tous Migrants**

Tiré à 2500 exemplaires



[Consultable en ligne](#) sur le site de Tous Migrants



## Réalisation de plusieurs enquêtes en ligne auprès de différents publics

Le temps du confinement a aussi été celui du bilan de notre action et de l'esquisse de perspectives après 5 ans d'existence. Nous avons interrogé, à la faveur d'enquêtes distinctes, nos membres actifs, nos sympathisants, des jeunes, des journalistes, des élus. Plus de 650 personnes ont répondu, livrant des enseignements inspirants. La synthèse de ces enquêtes est à retrouver dans les annexes du présent rapport d'activité

## III. La vie du mouvement

Comme décidé lors de l'Assemblée Générale de Tous Migrants en date du 11/11/2019, le Conseil d'Administration de l'association a opté pour un fonctionnement réellement collégial : hormis le poste statutaire de trésorier, tous les membres du Conseil d'Administration sont tous devenus coprésidents, donc tous responsables !

En 2020, Tous Migrants a structuré son organisation interne sous forme de pôles, au nombre de 6 : pôle action juridique, pôle maraudes, pôle dialogue, pôle communication, pôle événementiel et pôle secrétariat général.

Des adresses email ont été créées pour chaque pôle : [evenementiel@tousmigrants.org](mailto:evenementiel@tousmigrants.org), [secretariatgeneral@tousmigrants.org](mailto:secretariatgeneral@tousmigrants.org), [communication@tousmigrants.org](mailto:communication@tousmigrants.org), [dialogue@tousmigrants.org](mailto:dialogue@tousmigrants.org), [actionjuridique@tousmigrants.org](mailto:actionjuridique@tousmigrants.org) + [tousmigrants-maraudes-umma@protonmail.com](mailto:tousmigrants-maraudes-umma@protonmail.com)

Depuis fin décembre, notre association bénéficie enfin d'un local dans le cadre très agréable de l'ancien Chapoul café, situé tout en haut de la Vieille Ville, 3 rue Aspirant Jan.

Le Conseil d'administration et les différentes équipes n'ont pas encore trouvé un mode de fonctionnement suffisamment adapté pour intégrer la disponibilité nécessairement variable des bénévoles.

La circulation des informations au sein de notre mouvement se heurte à différentes limites, depuis la saturation des boîtes mails jusqu'au faible usage des outils de travail collaboratif.

Enfin, il est important de signaler que chaque équipe est confrontée à des sollicitations auxquelles elle ne parvient pas à répondre, ainsi qu'à des actions qu'elle souhaite engager sans parvenir toujours à le faire.

Il importe donc de toucher et d'impliquer toujours plus de personnes. C'est d'autant plus important que notre mouvement citoyen a pour ambition de mobiliser toute la population pour que notre territoire devienne une terre d'hospitalité exemplaire. Cela signifie que nous devons pouvoir permettre à des gens différents, aux disponibilités également différentes mais aussi variables, de trouver toute leur place dans un esprit le plus coopératif possible. Cela pose la question des ressources, des outils et des processus à mettre en place pour permettre un tel fonctionnement.

Depuis 2018, des stagiaires de l'enseignement supérieur viennent nous aider sur des périodes de quelques semaines à quelques mois. Cette aide est très précieuse car chaque stagiaire élabore un travail qui débouche sur un rapport que nous pouvons utiliser ensuite dans la durée, par exemple sous la forme d'une analyse de notre fonctionnement, ou encore en recueillant des témoignages et des données qui alimentent notre mission de plaidoyer. Ces travaux nous ont été fort utiles pour partager un diagnostic de notre fonctionnement et de ses limites, mais aussi pour imaginer des pistes et tracer des perspectives.

## IV. En guise de conclusion

Les migrants sont encore et toujours maltraités physiquement et psychologiquement presque partout sur les routes de l'exil. Ils sont criminalisés, leurs droits sont bafoués. Ces migrants qui n'étaient que des images télévisées et qui se sont rapprochés de nous. Dans nos montagnes, ils sont des silhouettes qui sortent de la pénombre, qui s'écroulent dans la neige, des files poursuivies et arrêtées par la police. Ils sont des mains que nous serrons, des sourires que nous échangeons et des regards désespérés, inquiets que nous avons du mal à soutenir. Ils sont des personnes, ils sont des prénoms, des vies. Ils sont bien réels. Tous Migrants s'est créé suite à l'indignation suscitée par la mort du petit aylan sur une plage lointaine. Aujourd'hui, cinq ans après, chaque matin, nous craignons de découvrir des petits 'aylan' morts gelés, ici à nos portes. Tous les jours, les soirs, des enfants marchent dans la neige, affrontent le froid, se cachent des forces de l'ordre qui déploient des moyens démesurés inutilement, risquent leurs vies, parce qu'ils fuient la guerre, la pauvreté, la torture.

La politique migratoire qu'a choisi l'Europe est une politique mortifère, qui brise des vies, qui met en danger de mort des milliers d'exilés. Elle est un choix, délibéré, résultant de décisions prises en commun par nos gouvernements. Elle fait le choix de criminaliser les exilés, de les pourchasser, de les harceler, de rendre leurs parcours impossible.

Comme l'écrit le philosophe Dénètem Touam Bona "En privant les personnes exilées d'hébergement ou de nourriture, l'État ne tue pas lui-même, il délègue aux éléments de la nature le travail de la mort." Nous pourrions rajouter "En traquant sans relâche les personnes exilées dans nos montagnes, l'État ne tue pas lui-même, il délègue au froid et à la neige le travail de la mort. Nous rejetons cette politique. Nos montagnes ne deviendront pas un cimetière, ni un lieu de souffrance. Nous y veillons. Et, nous exigeons de notre Etat qu'il protège ces vies, non pas les frontières.

La situation de sans-papiers est la continuité du déni des droits aux frontières. Jusque dans nos villes, nos entreprises, l'Etat organise une fabrique à clandestins, les rendant corvéables à merci et générant une rentabilité inacceptable et indigne. L'acte 3 des Sans-papiers a rassemblé 60000 manifestants à Paris fin octobre 2020 sans violence, ni heurts ni casseurs. Pourtant le gouvernement tout comme les médias ont largement ignoré cette manifestation. Nous rappelons haut et fort au respect des valeurs démocratiques de notre pays : Liberté, Égalité et exigeons des papiers pour tous.

Cette année, nous avons malgré tous les obstacles y compris sanitaires, fait et fêter la fraternité. Elle bat toujours son plein sur notre territoire. Des centaines de personnes la vivent au quotidien. Cette fraternité embellit notre territoire, notre vivre-ensemble et construit la paix sociale. Cette fraternité est inébranlable, elle est en nous, elle est le socle des montagnards de souche et de cœur, elle est notre dignité, notre honneur. Nous l'affirmons donc Briançon est et sera une ville refuge mais ne deviendra pas un campement de réfugiés car nous y faisons et y ferons de l'accueil digne et inconditionnel. Aucun résultat électoral, aucune intimidation, aucune répression ne peuvent ébranler notre fraternité car elle est un devoir et une volonté citoyenne. Aucun mur, aucun barbelé ne peuvent l'entraver car LA fraternité n'a pas de frontière, ni de couleur, ni de religion, ni de statut.

Cette année, l'Europe que nous voulions fraternelle, solidaire a déclamé un Pacte Asile et Migration, indigne et honteux. Alors nous réaffirmons que les politiques ne parlent et n'agissent pas en notre nom, pas au nom des citoyens, qui eux donnent la bienvenue aux exilés et qui veillent à ne jamais oublier notre humanité et à maintenir une terre d'accueil inconditionnellement où la dignité et les droits fondamentaux sont respectés.

L'attribution du prix des Droits de l'Homme de la République Française, mention spéciale devoir de fraternité, nous conforte dans le sens de nos engagements.

# Annexes



# SYNTHESE DES ENQUETES TOUS MIGRANTS

REALISEES DANS LE CADRE DU PROJET DE BILAN ET DE PERSPECTIVES DE L'ASSOCIATION

## Sommaire

CONTEXTUALISATION DES ENQUETES .....	2
SYNTHESE DE L'ENQUETE AUPRES DES MEMBRES ACTIFS .....	3
SYNTHESE DE L'ENQUETE AUPRES DES SYMPATHISANT.E.S.....	8
ENQUETE SUR LA PERCEPTION DE L'ASSOCIATION TOUS MIGRANTS PAR UN PUBLIC JEUNE .....	12
ANALYSE DE L'ENQUETE AUPRES DES JOURNALISTES .....	14
ANALYSE DE L'ENQUETE AUPRES DES ELU.E.S ET CANDIDAT.E.S AUX ELECTIONS .....	17



## CONTEXTUALISATION DES ENQUETES

Ces enquêtes s'inscrivent dans le cadre du travail de bilan et de perspectives démarré pendant le confinement dû à l'épidémie Covid-19, au mois d'avril 2020. L'objectif de ce travail de bilan et de perspectives était de dresser un bilan des activités de l'association et de réfléchir à des perspectives d'action, notamment dans le cadre des 5 ans de l'association. Ce travail a donné lieu à un état des lieux des actions passées menées par l'association et à l'élaboration de questionnaires destinés à différents publics : membres actifs, sympathisant.e.s, public jeune, journalistes et élu.e.s.

La participation importante de plusieurs groupes d'enquêté.e.s, principalement les sympathisant.e.s (environ 450 réponses) et le public jeune (environ 80 réponses), offre un retour intéressant, donnant à l'association un retour réflexif sur ses actions, ses moyens de communication, son mode de fonctionnement, etc.

Du fait de la disparité des groupes enquêtés, il serait plus pertinent d'adapter chaque compte-rendu de questionnaire au groupe d'enquêté.e.s concerné. La réappropriation par chaque pôle de l'association des résultats des questions qui les concernent serait un plus dans la prise en compte de l'avis des groupes enquêtés.e.s.

## SYNTHESE DE L'ENQUETE AUPRES DES MEMBRES ACTIFS

Cette enquête a été envoyée à 51 personnes considérées comme membres actives, c'est-à-dire qui participent régulièrement aux actions de l'association et qui connaissent plutôt bien son fonctionnement interne. Environ 30 personnes ont répondu au questionnaire (toutes n'ont pas répondu à toutes les questions), ce qui donne un panel assez faible.

76% des répondant.e.s sont des femmes. 70 % des répondant.e.s ont 50 ans ou plus et 17% entre 30 et 50 ans.

### Actions et engagements

Les actions principales auxquelles ont régulièrement participé les enquêté.e.s, sont pour 78%, les manifestations et rassemblements de Tous Migrants, pour 37%, la rédaction de courriers et de communiqués et pour 26%, les maraudes.

La majorité des enquêté.e.s trouvent que ces actions atteignent partiellement leurs objectifs. Pour accroître l'efficacité des actions de Tous Migrants, les enquêté.e.s pensent à 50% qu'il faudrait toucher plus de gens, à 44% qu'il faudrait avoir un plus fort impact médiatique et à 31% qu'il faudrait impliquer davantage de bénévoles.

76% des enquêté.e.s se déclarent moyennement satisfait.e.s de leur engagement dans les actions de Tous Migrants, 20% très satisfait.e.s et 4% peu satisfait.e.s.

A la question «*Qu'est-ce que votre investissement vous apporte le plus ?* », 80% des enquêté.e.s répondent que c'est le sentiment de contribuer à faire bouger les lignes politiques. A la question « *Que vous manque-t-il pour être pleinement satisfait.e dans votre engagement ?* », 65% des répondant.e.s disent que c'est le temps, 35% de trouver sa place dans l'organisation et de comprendre son fonctionnement et 25% qu'il leur manque plus de travail en équipe ou dans des équipes élargies pour être pleinement satisfait.e.s.

Les actions les plus marquantes de l'association Tous Migrants sont pour 44% des enquêté.e.s la Marche pour le droit d'asile entre Briançon et Gap en juin 2017, pour 41%, les Etats Généraux/Tables rondes au Vieux Colombier en décembre 2017, pour 37% la Grande Maraude solidaire en 2019, et pour 33%, la journée du 5 mars 2016 « je suis, tu es, nous sommes migrants ». Ce qui a le plus marqué les enquêté.e.s dans ces actions est le retentissement médiatique et le niveau de mobilisation.

## **Partenariats et communication de l'association**

A la question « *Que pensez-vous des relations de Tous Migrants avec les acteurs locaux (associatifs, institutionnels et autres) ?* », 62% ont répondu que l'importance que Tous Migrants attache au partenariat ressort dans toutes ses actions et 50% qu'il y a une grande complémentarité et synergie entre acteurs. Concernant les partenariats au niveau national et européen, 62% des enquêté.e.s pensent que Tous Migrants a acquis une reconnaissance au niveau national et 50% que les partenariats nationaux sont bien choisis. Plusieurs enquêté.e.s (12%) précisent que si la reconnaissance de Tous Migrants est acquise au niveau national, il est encore difficile de valoriser ce travail partenarial car l'association n'aurait pas les ressources humaines suffisantes pour le faire. Seulement 4% (soit une personne) pense que Tous Migrants devrait davantage travailler à développer les liens au niveau européen.

Sur l'efficacité de la communication externe de l'association, en particulier vis-à-vis des médias, 72% des enquêté.e.s pensent que la communication externe permet de nourrir le débat local et national sur la question migratoire à partir d'une expérience de terrain et 64% des enquêté.e.s pensent que cette communication donne de la visibilité à la situation locale à laquelle nous faisons face depuis cinq ans. Seulement 16% des répondant.e.s pensent que la communication externe de l'association n'est pas assez visible et qu'elle pourrait être améliorée. Au sujet de la communication interne de l'association, 48% des enquêté.e.s souhaiteraient un outil de partage de l'information en ligne, 32% des répondant.e.s se sentent noyé.e.s sous les informations ou les mails, 28% des enquêté.e.s se sentent bien informé.e.s et 20% des enquêté.e.s connaissent bien ce qui se fait dans leur pôle, mais pas assez dans les autres.

## **Perspectives d'actions**

A la question « *Quels sont les principaux points d'amélioration de Tous Migrants qui ressortent de ce bilan, selon vous ?* », 70% pointent du doigt le manque de ressources humaines, 26% les capacités de financement, 26% également les difficultés pour avoir un impact.

D'après les enquêté.e.s, les droits les plus à risque post-covid sont dans l'ordre décroissant : le droit de manifester (86%), le droit d'asile (77%), le droit à la vie privée (68%), les droits fondamentaux à l'éducation, la santé, l'hébergement, la protection sociale... (accès aux services sociaux de base) (68%), la liberté de circulation (59%), le droit de réunion (36%), la liberté de la presse (18%) et enfin, la liberté d'expression (9%).

D'après les sympathisant.e.s sondé.e.s, les axes prioritaires de l'association doivent être : 1. développer la communication externe et la médiatisation de notre combat 2. développer les maraudes 3. interpeller les élu.e.s et les candidat.e.s 4. Créer un grand évènement pour se retrouver 5. Développer les actions de sensibilisation auprès de divers publics (jeunes, touristes,...) 6. Dénoncer les différents types d'atteintes aux droits par des actions dans l'espace public, comme des manifestations 7. Développer les actions en justice

comme moyen de faire pression sur les pouvoirs publics. En commentaires, un.e enquêté.e propose d'impliquer les élu.e.s à tous les niveaux sur des actions concrètes et un.e autre enquêté.e de lancer une action sur la régularisation des sans-papiers.

Concernant la poursuite des actions de l'association post-pandémie, 54% pensent qu'il faut revoir les formes d'actions et 46% qu'il ne faut pas les changer.

### **Maraudes**

Sur l'avenir des différentes maraudes, 82% des enquêté.e.s pensent qu'il faut renforcer l'Unité de Mise A l'Abri (UMMA) avec Médecins du Monde, 64% pensent qu'il faut réfléchir à d'autres formes d'aide pour les exilé.e.s tel qu'un corridor humanitaire constitué d'avocat.e.s et d'associations pour assurer le respect des droits des exilé.e.s. 54% pensent que Tous Migrants doit se donner les moyens d'assurer le recueil de témoignages de façon plus régulière, 36% que Tous Migrants doit continuer à encourager les maraudes "classiques" et 27% que Tous Migrants doit se donner les moyens d'assurer le travail d'observation de façon plus régulière.

### **Actions juridiques**

Sur la place des actions juridiques parmi les actions réalisées par l'association, 77% des enquêté.e.s pensent que Tous Migrants devrait poursuivre ce type d'actions juridiques car elles ont de l'impact, 41% que Tous Migrants devrait développer le contentieux y compris pour défendre les solidaires, 41% que Tous Migrants devrait développer le contentieux y compris pour défendre des exilés individuels et 36% que les actions juridiques de Tous migrants doivent être mûrement réfléchies au regard des ressources de l'association et toujours contribuer à ses missions de sensibilisation et de plaidoyer.

### **Manifestations**

68% des enquêté.e.s pensent que les manifestations ont de l'impact dans l'action de la défense des droits fondamentaux, 68% que l'important dans les manifestations c'est le relais médiatique, il faut accroître leur exploitation a posteriori et 36% qu'il faudrait diversifier les formes de manifestations : créer par exemple des événements plus festifs, des événements sportifs...

### **Sensibilisation**

Sur la suite des actions de sensibilisation et la meilleure façon de les développer, 57% pensent qu'il faut prioritairement développer les actions de sensibilisation auprès des touristes et autres publics plus diversifiés, 38% qu'il faut avant tout continuer nos actions de sensibilisation auprès des habitant.es locaux et 33% qu'il faut réussir à avoir plus d'enseignants membres actifs de Tous Migrants, pour qu'ils puissent eux-

mêmes mener ces actions auprès de leur public. Plusieurs enquêté.e.s proposent de développer les actions de sensibilisation auprès de publics plus diversifiés tels que les touristes, scolaires, gendarmes, militaires, policiers, commerçants, jeunes professionnels, soignants, élus, professionnels de la montagne et des stations de ski, et services publics.

95% des enquêté.e.s pensent que Tous Migrants a également un rôle actif à jouer pour repenser la société et contribuer à un « monde d'après » (pour y porter la question de l'exil ou encore de la mobilisation citoyenne). La majorité des enquêté.e.s pensent qu'il faut investir en priorité L.A Coalition, puis l'Appel du mouvement Non Violence XXI, puis « Plus jamais ça ! » et contre les violences policières.

Sur la forme de restitution de ces enquêtes et les cinq ans de l'association, la majorité des enquêté.e.s pensent qu'il faut organiser un moment d'expression extérieure de notre détermination intacte (manifestation, médiatisation,...).

### **Pistes**

Le taux assez faible de répondant.e.s à ce questionnaire nous donne un aperçu assez partiel des points de vue des membres actifs. La médiatisation de nos actions ressort comme un point d'amélioration important de ce questionnaire, bien que beaucoup reconnaissent déjà le retentissement médiatique important de nos actions.

Une part assez importante d'enquêté.e.s expriment être moyennement satisfait.e.s de leur engagement, beaucoup expliquent cela par manque de temps, mais un certain nombre explique cela par des problèmes de fonctionnement interne (pour être pleinement satisfait.e.s, 35% des enquêté.e.s aimeraient trouver leur place dans l'organisation et comprendre son fonctionnement et 25% trouvent qu'il faudrait plus de travail en équipe ou dans des équipes élargies pour être pleinement satisfait.e.s). Ces observations rejoignent le travail déjà engagé par l'association pour améliorer son fonctionnement et témoignent de la nécessité de poursuivre dans cette voie. Le souhait exprimé par presque la moitié (48%) des enquêté.e.s d'un outil de partage d'information est notamment une piste de travail importante à prendre en compte. De plus, le manque de ressource humaine est considéré comme le point d'amélioration le plus important par 76% des enquêté.e.s.

Comme pour le questionnaire destiné aux sympathisant.e.s, l'interpellation des élu.e.s et des candidat.e.s aux élections apparaît comme prioritaire pour les enquêté.e.s. Développer les maraudes semble également important pour les enquêté.e.s, principalement par le biais de l'UMMA, mais aussi en réfléchissant à une autre forme d'aide pour les exilé.e.s tel qu'un corridor humanitaire (64% des enquêté.e.s). De façon générale, les enquêté.e.s sont favorables à la poursuite des actions déjà menées (maraudes, actions

juridiques, manifestations et sensibilisation) et souhaitent également que certaines formes d'actions moins développées se multiplient ou qu'elles le soient vers des publics plus diversifiés.

## **SYNTHESE DE L'ENQUETE AUPRES DES SYMPATHISANT.E.S**

444 sympathisant.e.s ont répondu à cette enquête, ce qui constitue un panel conséquent et nous permet une analyse représentative de nos sympathisant.e.s.

Parmi ces répondant.e.s, 68% sont des femmes et 32% des hommes. 66% ont 50 ans et plus, 28% ont entre 30 et 40 ans et 6% ont moins de trente ans.

### **Connaissance de l'association**

Une part importante des enquêté.e.s affirme avoir connu l'association par bouche-à-oreilles (40%), 33% par l'un de ses événements, et 21% précisent que c'est par un autre moyen que ceux présentés dans la liste, notamment par le biais d'autres associations ou de relations personnelles. Seulement 12% des enquêté.e.s disent avoir connu Tous Migrants par les médias, 9% par sa page Facebook, et 5% par son site.

La majorité des sympathisant.e.s sondé.e.s (27%) disent avoir connu Tous Migrants en 2017, 20% depuis 2015 et 20% depuis 2018. Parmi les enquêté.e.s, peu ont donc connu l'association récemment : 5% en 2019, et 2% en 2020.

### **Retour sur la lettre d'information**

La majorité des enquêté.e.s se sont inscrit.e.s à la lettre d'information pour en apprendre davantage sur l'association et ses actions, puis dans un second temps afin d'être tenu informé.e de l'actualité sur la défense des droits des exilé.e.s. Ensuite, une part importante d'enquêté.e.s affirme déjà connaître l'association, mais souhaiter être tenue informée de l'actualité de celle-ci. En dernier lieu, les enquêté.e.s disent d'être inscrit.e.s à la lettre d'information afin d'être tenu.e.s informé.e.s de l'actualité de la situation dans le Briançonnais.

La majorité des enquêté.e.s pensent que la lettre d'information correspond à leurs attentes : 64% sont satisfait.e.s, 34% très satisfait.e.s, et seulement 2% semblent partiellement satisfait.e.s, aucun ne l'est pas du tout.

Une part importante (46%) des sympathisant.e.s sondé.e.s souhaiteraient être davantage informé.e.s de l'actualité sur les droits des exilé.e.s, 36% aimeraient être informé.e.s plus régulièrement, 34% aimeraient être davantage informé.e.s des actions de l'association, 17% pensent que la lettre d'information devrait être plus concise, contre 7% qui pensent que la lettre d'information devrait être plus complète. 13% expriment d'autres souhaits tels que : davantage d'actualité dans la lettre d'information sur les liens avec les autres

associations de solidarité du Briançonnais et avec les partenaires plus lointains. D'autres enquêté.e.s souhaiteraient connaître les besoins en bénévolat par le biais de la lettre d'information.

### **Participation aux actions**

56% des sympathisant.e.s sondé.e.s ont déjà participé à une action de l'association, et 44% n'ont jamais participé à une action.

Pour celles et ceux qui ont déjà participé à une ou plusieurs actions, il s'agissait très majoritairement de manifestations et rassemblements (79%), puis d'événements artistico-culturels (pour 32%), de maraudes (pour 23%), et des assemblées générales (pour 23%). Les autres actions : interventions en établissement scolaires, stands marché, rédaction de courriers, de communiqués et conférences de presse, ainsi que contentieux et actions en justice, ont eu pour chacune moins de 5% de participant.e.s parmi les sondé.e.s. 14% des sondé.e.s indiquent avoir participé.e.s à d'autres actions qui n'étaient pas dans la liste telles que l'accueil au Refuge, ce qui peut témoigner d'une confusion entre les actions du Refuge et celles de Tous Migrants.

Pour les personnes sondé.e.s qui n'ont jamais participé à une action de Tous Migrants, elles expliquent que c'est principalement parce qu'elles habitent trop loin (70%), puis pour 18% parce qu'elles manquent de temps et pour 9% parce qu'elles ne se sentent pas de le faire. 19% précisent que c'est pour d'autres raisons, notamment parce que qu'elles sont déjà engagé.e.s dans d'autres associations.

### **Moyens d'information utilisés par les sympathisant.e.s**

Concernant les habitudes des sympathisant.e.s sondé.e.s pour se tenir informé.e.s de nos actions (plusieurs réponses possibles), 88% répondent que c'est la lettre d'information, 26% par Facebook, 20% via le site Tous Migrants et 9% par les réunions associatives. 9% également précisent se tenir informé.e.s par d'autres moyens tels que : les échanges d'emails, le bouche-à-oreilles et les relations personnelles avec des bénévoles de l'association.

Seulement 33% des sympathisant.e.s sondé.e.s disent suivre notre page Facebook, 56% ne la suivent pas et 11% ignoraient qu'il existait une page Facebook Tous Migrants.

Pour les abonné.e.s à notre page Facebook, 60% trouve le contenu pertinent et suivent assidument notre page, 23% trouvent que les actions de l'association ne sont pas assez visibles, 22% trouvent que la page n'est pas assez alimentée, et seulement 2% trouvent que le contenu est trop disparate, et 1% qu'il est trop dense.



### **Lieu d'habitation des sympathisant.e.s sondé.e.s**

La majorité des sympathisant.e.s sondé.e.s (43%) vivent dans les Hautes-Alpes, 15% vivent en Auvergne-Rhône-Alpes, 12% en Provence-Alpes-Côtes-d'Azur mais dans un autre département que les Hautes-Alpes, 22% habitent dans une autre région française qu'AURA ou PACA, et 6% vivent à l'étranger.

Parmi les sympathisant.e.s sondé.e.s qui n'habitent pas les Hautes-Alpes, 64% souhaiteraient participer à un événement Tous Migrants s'il avait lieu près de chez eux/elles, 20% pensent que les actions de Tous Migrants doivent se concentrer dans les Hautes-Alpes et 15% n'auraient pas la disponibilité pour participer à un événement s'il avait lieu près de chez eux/elles hors Hautes-Alpes.

### **Perspectives post-covid**

D'après les enquêté.e.s, les droits les plus à risque post-covid sont dans l'ordre décroissant : le droit d'asile (54%), le droit à la vie privée (49%), le droit de manifester (49%), les droits fondamentaux à l'éducation, la santé, l'hébergement, la protection sociale... (45%), la liberté de circulation (42%), le droit de réunion (14%), la liberté d'expression (13%), et la liberté de presse (6%).

D'après les sympathisant.e.s sondé.e.s, les axes prioritaires de l'association doivent être de : 1. Créer un événement pour se retrouver 2. Interpeller les élu.e.s et les candidat.e.s aux élections 3. Renforcer les partenariats et les collaborations 4. Développer les maraudes 5. Dénoncer les différents types d'atteintes aux droits par des actions dans l'espace public, comme des manifestations 6. Développer les actions de sensibilisation auprès de divers publics (jeunes, touristes...) 7. Développer les actions en justice comme moyen de faire pression sur les pouvoirs publics.

Plusieurs autres enquêté.e.s expriment qu'ils aimeraient que des actions avec des exilé.e.s soient organisées.

71% des enquêté.e.s pensent que nos actions ne doivent pas évoluer, contre 29% qui pensent qu'elles doivent évoluer. Parmi les sympathisant.e.s sondé.e.s qui pensent que les actions de l'association doivent évoluer, 65% pensent qu'il faut plus de formations en présentiel pour que les citoyens soient mieux armés pour défendre les droits et 46% pensent qu'il faut plus d'actions à distance (visio, formation à distance...).

Enfin, un petit peu plus de la moitié des enquêté.e.s (51%) se sont montré.e.s intéressé.e.s pour être tenu.e.s informé.e.s de la suite et des prochains rendez-vous et ont laissé leurs emails.

## **Pistes**

L'enquête offre des pistes de réflexion intéressantes, en particulier sur les modes d'action et les voies de communication. Elle met également en avant des priorités différentes que celles montrées dans le questionnaire « membres actifs ».

Le nombre important de répondant.e.s témoigne de l'intérêt porté à nos actions, bien que beaucoup n'y ait jamais participé et/ou habitent loin des Hautes-Alpes.

Il serait intéressant de prendre en compte les retours donnés sur la lettre d'information, notamment en évoquant davantage l'actualité sur les droits des exilé.e.s, en envoyant plus fréquemment une lettre d'information et en communiquant davantage sur nos actions. La page Facebook de l'association mériterait d'être davantage connue puisqu'une part importante de sondé.e.s ne savaient pas qu'il en existait une. De la même façon que pour la lettre d'information le contenu de la page Facebook pourrait être plus fréquemment alimenté et les actions de l'association devraient y être davantage visibles.

Comme pour le questionnaire destiné aux membres actifs, les manifestations et rassemblements arrivent en tête des actions auxquelles les enquêté.e.s ont le plus participé. Ces types d'évènements semblent donc être vecteurs de mobilisation. Le souhait d'une part importante de sympathisant.e.s sondé.e.s de participer à des actions organisées par Tous Migrants si elles avaient lieu près de chez eux/elles, témoigne également de la volonté des sympathisant.e.s de participer davantage aux actions de l'association.

## ENQUETE SUR LA PERCEPTION DE L'ASSOCIATION TOUS MIGRANTS PAR UN PUBLIC JEUNE

*82 jeunes (18-30 ans) ont répondu à ce questionnaire. Il a été diffusé par des relais personnels, et notamment au sein du Lycée de Briançon.*

Les jeunes qui ont répondu se disent majoritairement sensibilisé.e.s par le sujet de société lié à l'environnement (76%), viennent ensuite la justice sociale (43%), l'immigration (39%), le féminisme (36%) et la santé (31%).

**Questionnement : doit-on travailler sur la mise en cohérence des sujets de société sur lesquels les jeunes sont sensibilisés ? (ex : environnement et immigration)**

Majoritairement -86%- de ce public connaissait l'existence de l'association, mais surtout par bouches à oreilles (77%) puis par Facebook (37%). Les infos presse sont minoritaires et la lettre d'infos non utilisée. L'entourage des jeunes (amis, parents) reste un vecteur de transmission (actions de sensibilisation, manifestations ?), l'utilisation des films/reportages en direction des jeunes (lycée) est aussi un vecteur d'information.

**Questionnements : Une réflexion doit-elle être menée, au sein de TM, pour créer un pôle « sensibilisation du jeune public » ? Des interventions dans les collèges et lycée ont été menées, faut-il les reconduire, les renforcer ? Peut-on mettre en place un mailing spécifique jeunes de la vallée ?**

La page Facebook de TM est peu suivie (30%), même si reconnue comme informant bien (52%) mais les actions de l'association ne sont pas assez visibles (41%) et ne sont pas assez concises.

**Questionnements : comme Facebook est reconnu comme un bon moyen d'information, faut-il repenser les contenus diffusés (plus synthétiques et pouvant renvoyer à des développements) ? Des rendez-vous ? Donc se donner plus de moyens/temps sur les contenus ? Informer davantage sur le fonctionnement de TM ?**

Sur les moyens les plus utilisés par le jeune public pour recevoir des informations, Instagram arrive en tête (68%) puis Facebook (67%). Les autres propositions (Tweeter et Youtube) ne sont pas significatives, la lettre d'infos rarement citée (8%). Dans « autre », le bouche à oreille, la presse locale, les prospectus sont cités.

**Questionnements : Quelle place donner au site de TM ? Faut-il davantage développer FB et Instagram ? Quels relais presse utilisés pour chacune des actions ?**

35% des répondants ont signalé qu'ils étaient d'accord pour participer ponctuellement aux actions de TM (2 sont volontaires pour participer régulièrement), 46% pourraient être volontaires pour diffuser les informations autour d'eux, 51,35% pour avoir des échanges ou faire des activités avec des jeunes exilés. Les autres actions proposées (aide aux maraudes, aide aux refuges ou à la MJC) sont choisies pour environ 30%. 16% des jeunes veulent bien participer à la vie de l'association.

**Questionnements : comment reprendre les contacts sur les volontaires potentiels ? Reprise de l'idée du mailing spécial jeunes de la vallée ? Création d'un pôle jeune public ?**

## ANALYSE DE L'ENQUETE AUPRES DES JOURNALISTES

---

### Préambule

22 personnes ont répondu à l'enquête, ce qui représente une participation plutôt conséquente, le public journalistique étant souvent difficile à mobiliser.

### Regards sur l'action de Tous Migrants

Pour 85% des journalistes sondés, les missions de Tous Migrants sont clairement définies. À la question : « Selon vous, quelles sont ces missions ? », la défense collective des droits humains fondamentaux arrive en première place (86%), talonnée par la défense des solidaires poursuivis (66%) et l'accueil des exilé.e.s à la frontière franco-italienne. Ce qui surprend et interroge dans ce classement, c'est la place accordée à la défense des solidaires poursuivis (70% contre 30% seulement dans l'enquête réservée aux élus).

Autre observation : 10 % des enquêtés ajoutent dans la rubrique « autre » que Tous Migrants remplit aussi une mission d'information pratique auprès des exilés (où se loger, où trouver de l'aide) et de lanceur d'alerte.

Si seuls 10% des journalistes ignoraient que Tous Migrants organisait des maraudes à la frontière avec Médecins du Monde, 26% n'avaient pas connaissance des actions juridiques menées et 31% n'étaient pas au courant des actions de sensibilisation auprès du public scolaire et touristique. 27% seulement des enquêtés trouvent claire l'articulation entre Tous Migrants et les autres associations du territoire.

Quant à l'impact de Tous Migrants, les journalistes considèrent que son action est « une contribution utile pour faire bouger les lignes politiques » (73%) et/ou représente « la part du colibri à lutter contre l'incendie de la politique anti-migratoire nationale » (42%). Si 26% d'entre eux la comparent à « une goutte d'eau dans l'océan », aucun ne l'assimile à « un coup d'épée dans l'eau ».

### Points de vue sur la communication de Tous Migrants

- Sur la réception et le rythme

81% des journalistes sondés reçoivent régulièrement les communiqués et lettres d'infos de Tous Migrants. Aucun ne juge ces envois trop fréquents. Au contraire, leur cadence est considérée comme trop rare (15%)

ou justifiée (85%). En revanche, 58% d'entre eux n'ont pas connaissance des flyers, affiches et livrets de Tous Migrants.

- Sur le fond

Loin de trouver les informations de Tous Migrants surabondantes, les enquêtés les estiment suffisantes (89%) ou lacunaires (11%). Les informations qui leur manquent sont essentiellement des données chiffrées (64%), une contextualisation des actions au regard de la situation nationale et européenne (52%) et un suivi des opérations menées (41%). 29% d'entre eux souhaiteraient aussi obtenir des témoignages d'exilés, par exemple de personnes « *aidées par Tous Migrants qui ont aujourd'hui trouvé un logement, un emploi, voire fonder une famille.* »

- Sur la forme

Seuls 64% des enquêtés se sont exprimés sur la qualité rédactionnelle de la communication de Tous Migrants. Ils la trouvent percutante (21%) mais idéologique (21%) et estiment que « *les communiqués sont trop longs* », qu'ils « *doivent aller droit au but dès le début* » (21%). Sur le plan visuel, la communication est qualifiée de « facilement identifiable » (50%) et efficace (37%).

### **Traitement journalistique de l'action de Tous Migrants**

A la question « L'action de Tous Migrants intéresse-t-elle vos rédactions ? », tous les journalistes ont répondu par l'affirmative mais à des degrés variables : « modérément » pour 55 % d'entre eux, « fortement » pour les 45% restants. L'action de Tous Migrants est prioritairement traitée sous l'angle solidaire (72%) et judiciaire (40%). Ces chiffres pourraient être à rapprocher de la défense des solidaires poursuivis, perçue comme l'une des missions premières de Tous Migrants. L'approche « policière » et « sociologique » dans les articles de presse ne recueillent que 22% des réponses.

Selon les enquêtés, une ample couverture médiatique serait accordée en premier lieu aux actions spectaculaires, de type cordées, maraudes solidaires ou flashmobs. Viendraient ensuite les actions en partenariat avec des associations de renom national ou international et les actions de sensibilisation sur le territoire auprès de publics variés (scolaires, touristes, marché), suivies par les événements artistico-culturels et les actions en présence d'invités prestigieux.

### **Pistes ?**

L'enquête dessine des perspectives intéressantes, avec une marge de progression encourageante. Les journalistes sont manifestement intéressés par les actions de Tous Migrants et en quête d'informations complémentaires (données chiffrées, mise en contexte nationale et européenne, suivi des actions..). Leur

méconnaissance des recours juridiques et des actions de sensibilisation donne aussi matière à réflexion. La communication est jugée visuellement efficace mais trop longue sur le plan rédactionnel.

En conséquence, comme les journalistes ne s'estiment pas noyés sous un flot d'informations estampillées Tous Migrants- bien au contraire- la communication pourrait être amplifiée et ciblée. Avec des dossiers et communiqués qui mettraient en lumière le travail du pôle « action juridique » et du pôle « dialogue », qui contextualiseraient les actions au regard de la situation nationale et européenne, qui reviendraient sur les actions engagées et sur des parcours d'exilés, le tout enrichi d'éléments chiffrés. Ces outils de communication privilégieraient des phrases courtes et rythmées dans un langage simple et clair, allégé d'une charge sémantique trop connotée « idéologie ». Pour « accrocher » plus vite les destinataires, les communiqués pourraient être envisagés « à tiroirs » avec une partie « en bref » et un volet « pour aller plus loin ».

Par ailleurs, l'envoi des productions graphiques Tous Migrants (flyers, livrets, affiches) à la presse, actuellement insuffisant, devrait être systématisé. Enfin, pour accroître le retentissement médiatique des actions de Tous Migrants, il est à noter que les actions « spectaculaires » (flashmobs, cordée et maraude solidaires...) seraient à développer.

### Préambule

L'enquête ayant touché un panel limité à 12 personnes sur 250 élu.e.s, candidat.e.s ou mairie contacté.e.s, elle ne donne pas nécessairement une image représentative du paysage politique local. Le contexte temporel de l'enquête étant la campagne du 2<sup>nd</sup> tour des élections municipales, peut expliquer pour une part, un manque de disponibilité de la part des élu.e.s.

### Profil des enquêtés

Composé à parts presque égales d'hommes et de femmes, le panel est majoritairement constitué d'élus municipaux et communautaires (parmi lesquels deux maires) âgés de plus de cinquante ans.

### Regards sur la politique d'accueil des exilés

80% des élus sondés ont adopté pendant leur mandat des mesures en faveur de l'accueil des exilés consistant essentiellement en la mise à disposition de locaux et l'ouverture de CAO. Si un peu plus de la moitié d'entre eux estiment que l'accueil et le plaidoyer réalisés actuellement dans les Hautes-Alpes par les associations fonctionnent plutôt bien, ils sont 80% à réclamer un plus fort engagement de l'Etat et des collectivités en matière d'accueil et d'accompagnement des exilés, ainsi qu'un accroissement des moyens octroyés aux associations impliquées dans l'aide aux migrants. En plus de ce soutien accru au monde associatif, plus de 50% des enquêtés considèrent comme actions prioritaires à mettre en œuvre la création d'une maison des exilés - portée par l'intercommunalité avec le soutien du Département et de l'Etat- et la défense du droit de demande d'asile à la frontière grâce à un travail entre élus et agents de la police aux frontières. Ils s'accordent tous à dire que le travail partenarial entre élus et associations doit être renforcé.

### Points de vue sur l'action de Tous Migrants

Tous les élus interrogés connaissent Tous Migrants et 7 sur 10 estiment que ses missions sont clairement définies. À la question : « Selon vous, quelles sont ces missions ? », la défense collective des droits humains fondamentaux arrive largement en tête (84%), devant l'accueil des exilés à la frontière (53%), l'accompagnement juridique individuel d'exilés (46%), la dénonciation des violences policières (38%) et la défense des solidaires poursuivis (30%). 76% des sondés ont déjà participé à des actions organisées par Tous Migrants : manifestations ou grands



rassemblements (80%), conférences (70%), événements artistico-culturels (60%). Ils ont été davantage frappés par le niveau de mobilisation (80%) et d'expertise (50%) que par l'impact des ces actions (30%).

### **Pistes ?**

Les enquêtés souhaitent unanimement consolider le partenariat entre les élus et les associations d'aide aux exilés dont ils reconnaissent la qualité du travail tout en pointant l'impact limité de certaines leurs actions. Il convient peut-être de davantage associer et solliciter les élus, notamment pour faire pression auprès de l'Etat qu'ils jugent insuffisamment impliqué dans la politique d'accueil des exilés.

## **Enquête sur la perception de l'association Tous Migrants par un public jeune (18/30 ans)**

*82 réponses dans le rapport actuel d'enquête mais 98 réponses à ce jour donc attendre le rapport final pour conclure.*

Les jeunes qui ont répondu se disent majoritairement sensibilisé-es par le sujet de société lié à l'environnement (76,83%). Viennent ensuite la justice sociale (43,9%), l'immigration (39,02%), le féminisme (36,59%) et la santé (31,71%).

### **Questionnement : doit-on travailler sur la mise en cohérence des sujets de société sur lesquels les jeunes sont sensibilisés ? (ex : environnement et immigration)**

Majoritairement -85,9%- de ce public connaissait l'existence de l'association. Mais surtout par bouches à oreilles (76,79%) puis par Facebook (37,5%). Les infos presse sont minoritaires et la lettre d'infos non utilisée. L'entourage des jeunes (amis, parents) reste un vecteur de transmission (actions de sensibilisation, manifestations ?), l'utilisation des films/reportages en direction des jeunes (lycée) est aussi un vecteur d'information.

### **Questionnements : Une réflexion doit-elle être menée, au sein de TM, pour créer un pôle « sensibilisation du jeune public » ? Des interventions dans les collèges et lycée ont été menées, faut-il les reconduire, les renforcer ? Peut-on mettre en place un mailing spécifique jeunes de la vallée ?**

La page Facebook de TM est peu suivie (30%), même si reconnue comme informant bien (51,85%) mais les actions de l'association ne sont pas assez visibles (40,74%) et ne sont pas assez concises.

### **Questionnements : comme Facebook est reconnu comme un bon moyen d'information, faut-il repenser les contenus diffusés (plus synthétiques et pouvant renvoyer à des développements) ? Des rendez-vous ? Donc se donner plus de moyens/temps sur les contenus ? Informer davantage sur le fonctionnement de TM ?**

Sur les moyens les plus utilisés par le jeune public pour recevoir des informations instagram arrive en tête (68,42%) puis Facebook (67,11%). Les autres propositions (Tweeter et Youtube) ne sont pas significatives, la lettre d'infos rarement citée (7,89%). Dans autre le bouche à oreille, la presse locale, les prospectus sont cités.

### **Questionnements : Quelle place donner au site de TM ? Faut-il davantage développer FB et Instagram ? Quels relais presse utilisés pour chacune des actions ?**

35% des répondants ont signalés qu'ils étaient ok pour participer ponctuellement aux actions de TM (2 ok pour participer régulièrement). 45,95% pour la diffusion d'infos autour d'eux, 51,35% pour avoir des échanges ou faire des activités avec des jeunes exilés. Les autres actions proposées (aide aux maraudeurs, aide aux refuges ou à la MJC) sont choisies pour environ 30%. 16% des jeunes veulent bien participer à la vie de l'association.

**Questionnements : comment reprendre les contacts sur les volontaires potentiels ?  
Reprise de l'idée du mailing spécial jeunes de la vallée ? Création d'un pôle jeune public ?**